

Un budget juste

C'est un budget alternatif qu'ont présenté conjointement les groupes socialistes à l'Assemblée nationale, le 18 octobre.

Ce travail s'avère d'autant plus nécessaire que la trajectoire choisie par le gouvernement pousse notre pays dans une impasse. Les avertissements, lancés l'année dernière par les parlementaires socialistes, se sont en effet avérés exacts.

Les mesures prises dans le budget 2018 et dénoncées en leur temps par les parlementaires socialistes, accroissent les inégalités et réduisent le pouvoir d'achat de nombreux ménages et de la quasi-totalité des retraités. Le rebond de la croissance engrangé en 2017 s'essouffle, faute de dispositions adaptées pour la soutenir. Alors que l'ensemble des acteurs du logement l'avaient annoncé, l'investissement recule pour la construction neuve.

Le budget alternatif que présente les parlementaires socialistes s'articule autour de trois grands objectifs : soutenir le pouvoir d'achat des 14 millions de retraités ; accélérer la transformation énergétique de l'économie française et renforcer sa croissance ; et répondre à l'urgence sociale et assurer la cohésion de notre pays.

« Les retraités sont les grands sacrifiés de ce début de quinquennat Macron », a dénoncé Valérie Rabault, présidente du groupe à l'Assemblée.

« Pour 8 millions d'entre eux, la hausse de la CSG, plus la quasi non indexation de leur retraite va coûter un demi-mois de retraite en terme de pouvoir d'achat sur l'année 2019. C'est inacceptable donc nous répondons à ces



Présentation du budget alternatif

deux urgences : soutenir la croissance économique et faire en sorte qu'il y ait une meilleure redistribution pour les personnes et pour les territoires.»

Les parlementaires présentent un grand plan de transition énergétique qui offre trois gros avantages : baisser la facture énergétique des ménages, (une maison rénovée c'est 500 euros de facture énergétique en moins), diminuer les émissions de CO2 et créer de l'activité économique. « **Nous estimons que c'est indispensable au regard de la hausse des taxes écologiques prélevées par ce gouvernement** », précise Valérie Rabault.

Ce contre-budget respecte une trajectoire sérieuse des finances publiques et ne grève pas le déficit public par rapport à l'évolution proposée par le gouvernement.

Pour le financer, les élus socialistes choisissent de ne pas opérer la bascule du CICE en baisse de cotisations sociales patronales, de supprimer la flat tax, rétablir l'ISF sauf pour les titres de TPE, PME et ETI et de limiter la baisse de l'impôt sur les sociétés aux TPE et PME.

Le budget alternatif est en ligne sur www.ps29.bzh

CAP
FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 25/10/2018

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Poujadisme

C'est à une véritable campagne poujadiste que se sont livrés une partie des militants LREM avec le hashtag « Balance ton maire ». Une partie seulement, car même au sein de ce mouvement, des voix se sont élevées pour dénoncer cette campagne. Il n'en demeure pas moins que les plus extrémistes ont pu s'appuyer sur les données rendues publiques par le ministère des Finances.

Jeter ainsi l'opprobre sur les élus locaux pour tenter de faire croire qu'il y aurait d'un côté Emmanuel Macron qui baisse les impôts pour donner du pouvoir d'achat et de l'autre des maires qui les augmentent pour le leur reprendre est inacceptable. Pour le coup, on n'est pas là devant une pensée complexe mais bien face à un manichéisme réducteur et totalement déconnecté des réalités. Les élus n'augmentent pas les impôts par plaisir mais pour boucler leur budget.

Ce mouvement est particulièrement inquiétant quand on sait que le mouvement présidentiel est obnubilé par les élections municipales et que la plupart de ses cadres aspirent à devenir maires.

Plaidoyer pour la décentralisation

La session plénière du 18 octobre a permis de renouveler et de renforcer la majorité départementale (voir encadré). Elle a aussi donné, une nouvelle fois, l'occasion à Nathalie Sarrabezolles de se livrer à un plaidoyer en faveur de la décentralisation. Il est vrai que l'ensemble des rapports inscrits à l'ordre du jour de cette session conduisent à la même conclusion : le gouvernement fait fausse route en imposant une recentralisation aux collectivités locales.



Le nouvel exécutif départemental

« **N**ous demandons instamment que la décentralisation fonctionne réellement, qu'elle permette les initiatives locales, la réalisation des projets construits pour et avec les habitantes et les habitants, qu'elle permette à la France de s'enrichir des spécificités des territoires », a rappelé Nathalie Sarrabezolles.

Car c'est bien la décentralisation qui permet une action publique efficace comme l'illustre la décision de construire un nouveau collège dans la région de Landerneau. « Lors de la session plénière de février, au cours de laquelle des échanges nourris s'étaient instaurés sur la question de la démographie collégienne dans le secteur de Landerneau, je m'étais engagée à proposer aux élu.es départementaux, d'ici la fin de l'année, un arbitrage sur l'opportunité de construire un nouveau collège dans cette partie est du pays de Brest », a rappelé Nathalie Sarrabezolles.

« Nous demandons instamment que la décentralisation fonctionne réellement. »

C'est à l'unanimité que les conseillers départementaux ont voté en faveur de la création de ce collège. Elle ne résulte pas de la décision solitaire d'un recteur ou d'un ministre de l'Éducation, mais d'une réflexion collective associant les élus de la commission des solidarités, de l'enfance et de la famille, les agents du Département, la direction académique, les élus locaux et les représentants des parents d'élèves.

Le plan de lutte contre la pauvreté, présenté récemment, a malheureusement

été élaboré sans concertation avec les Départements pourtant en première ligne sur ce dossier.

L'appel de Marseille(*) va-t-il enfin être entendu? Il est trop tôt pour le dire. Quelques éléments laissent à penser que les lignes commencent à bouger.



Une majorité renforcée

Les élu.es ont entendu beaucoup de déclarations d'amour de la part de certains membres de l'exécutif, depuis quelques semaines. Le nouveau gouvernement Philippe comporte même un ministère des Collectivités locales. Reste maintenant au gouvernement à apporter des preuves... et à démontrer que Madame Gouraut est bien ministre des Collectivités locales et non pas ministre des Élections municipales.

(*) L'ensemble des associations d'élu.es ont, pour la première fois, signé un appel commun pour la République des Territoires.

...sous d'autres lumières...



La session du 18 octobre a aussi été marquée par des changements au sein du groupe Finistère et solidaires et donc de la majorité départementale. Kevin Faure remplace Franck Respriget pour

le canton de Brest Bellevue-Lambézellec. En effet, celui qui fut vice-président en charge du pays de Brest, infirmier libéral de profession, a fait le choix de changer d'horizon professionnel et d'ouvrir une crêperie, *Ti Cozy* à Sainte-Anne à la Martinique : « une toute nouvelle vie, sous d'autres lumières, près d'autres rivages », selon les mots de Nathalie Sarrabezolles.

Cela faisait longtemps que l'idée lui trottait dans la tête. Il avait même repéré l'immeuble où il pourrait s'installer. « Lorsqu'il

fut mis en vente, il a fallu prendre une décision rapidement car ce genre d'affaire ne se représente pas deux fois », a expliqué Franck Respriget aux conseillers départementaux qui ont rendu hommage à son action au sein du Conseil départemental. « J'ai vraiment beaucoup apprécié de siéger dans cet hémicycle où j'ai rencontré de belles personnes, parmi les élu.es et les agents du Conseil départemental », a indiqué l'élu brestois, quelques jours avant de s'envoler vers sa nouvelle vie.

Du côté de Quimper aussi, Jean-Marc Tanguy opère un changement de vie professionnelle. « Je donne des cours à des étudiants qui se destinent à une carrière sociale mais surtout, j'ai commencé, au début du mois d'octobre, à travailler à Landerneau dans le domaine psycho-social. Pour toutes ces raisons, je ne peux plus assumer ma fonction de vice-président du pays de Cornouaille et d'élu départemental en charge des sports », explique l'élu quimpérois qui reste néanmoins conseiller départemental.

À l'issue d'un vote qui a démontré la solidité de la majorité départementale, Jacques François devient vice-président du pays de Cornouaille et Bernard Quillévéré vice-président du pays de Brest.

Remuscler le PS

«**Je réponds à toutes les invitations quand je peux**», a insisté le Premier secrétaire, Yohann Nédélec, devant la cinquantaine d'adhérents qui participaient à l'Assemblée Générale de la 8^e circonscription, le 17 octobre à Quimperlé. «**Car rien ne peut remplacer le contact direct avec les adhérents pour entendre ce qu'ils ont à dire**». Et ils en ont des choses à dire, comme a pu le constater le Premier secrétaire.

Pour Gilbert Le Bris, «**le PS doit se refaire du muscle**». Filant la métaphore sportive, l'ancien député de la 8^e circonscription a comparé le Parti Socialiste à un athlète. Il s'est entraîné pendant des années avant de remporter de nombreuses compétitions. «**Mais, au fil des années, il s'est empâté et a fait du gras**». Il s'en débarrasse en perdant quelques éléments. Maintenant, il faut surtout qu'il se refasse du muscle pour rebondir.

«**Je signe régulièrement des courriers de bienvenue pour des nouveaux adhérents qui nous rejoignent**», a indiqué le Premier

secrétaire. Ce mouvement doit être amplifié.

C'est la raison pour laquelle la question d'une campagne d'adhésions se pose. Pour Louis Le Pensec, il est indispensable, dans un contexte de progression de la culture populiste, partout en Europe, de renforcer le Parti Socialiste et surtout d'armer idéologiquement ses adhérents. Pour l'ancien ministre, il faut le faire rapidement et les élections européennes constituent une bonne occasion de mettre en avant le projet social-démocrate.



Comment accueillir les nouveaux adhérents ?

Pour Yohann Nédélec, le rôle des adhérents sera déterminant dans les mois qui viennent. «**C'est vous qui irez à la rencontre des futurs candidats qui se présenteront sur les listes municipales pour conserver les municipalités que nous dirigeons et en conquérir de nouvelles, car c'est vous qui connaissez les forces vives de vos communes**».

Cet accueil de nouveaux adhérents passera par de nouvelles formes de militantismes, plus en phase avec les attentes des sympathisants qui ne se retrouvent plus dans les réunions de sections classiques.

À Quimperlé, Yohann Nédélec était accompagné de François-Marie Cailleau, secrétaire fédéral en charge de l'animation des sections. «**Il peut y avoir des ajustements à opérer sur le périmètre des sections, de manière à ce qu'il corresponde au mieux aux besoins des militants**», a-t-il indiqué. «**Mais la Fédération n'imposera rien**», a rappelé François-Marie Cailleau. «**Cette organisation doit être le fruit d'une réflexion des sections elles-mêmes**.»

Réflexion collective

Pour les socialistes quimpérois, il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs. S'ils ont bien les Municipales en ligne de mire, ils les préparent avec méthode, en commençant par établir un bilan de la majorité sortante.

Qu'ont apporté Ludovic Jolivet et son équipe municipale à Quimper et à la Cornouaille ? Au-delà des polémiques sur les rémunérations des agents, des défections au sein du groupe majoritaire et des méthodes « douteuses » de ses partisans sur les réseaux sociaux, quel est le vrai bilan de la majorité Jolivet ? C'est pour répondre à cette question que les socialistes du chef-lieu du département du Finistère ont engagé une réflexion collective. Car, au-delà des coups de comm' du maire, en quoi la vie des Quimpérois a changé depuis les dernières élections municipales ?

«**Nous allons travailler, en section, en atelier sur trois grands thèmes**»,

explique Gilbert Gramoullé, conseiller municipal chargé de coordonner ce travail. D'abord, tout ce qui touche à la vie quotidienne des Quimpéroises et des Quimpérois comme le logement, la sécurité, l'éducation, le sport, les loisirs... Vient ensuite l'urbanisme avec l'aménagement urbain, les transports et le dossier emblématique des Halles. Pour terminer, se posera la question des enjeux du développement économique



Quimper : les socialistes engagent la réflexion

pour Quimper Bretagne occidentale et la Cornouaille.

Les élu.es quimpérois, aux conseils municipal et communautaire, mais aussi les conseillers départementaux vont également participer à cette réflexion jusqu'à la fin du mois de novembre.

Ce travail s'effectuera en lien étroit avec les adhérents mais aussi les associations.

Une fois le bilan établi, une deuxième phase s'ouvrira pour définir les orientations du prochain projet municipal sous la houlette de Jean-Jacques Urvoas avec les élus et adhérents socialistes, mais aussi avec les forces vives de Quimper qui veulent tourner la page de cette majorité municipale. «**Nous voulons bâtir ensemble un projet qui corresponde aux attentes des Quimpérois en prenant en compte les avis des habitants**», résume Gilbert Gramoullé.

Agenda

26 octobre

12h00 : Fin de l'appel à candidature en Bretagne pour les élections européennes.

4 novembre

10h00 : Réunion des Conseils fédéraux de Bretagne à Pontivy.

8 décembre

10h00 : Conseil fédéral à Carhaix.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1244 - Vendredi 26 octobre 2018
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS

Belgique : plus divisée que jamais

Matthieu Hornung

Difficile de tirer un bilan général des élections municipales qui viennent de se tenir en Belgique tant la fracture entre la Flandre et la Wallonie est béante. Cependant, dans sa partie francophone, la gauche et les écologistes réalisent d'excellents scores, nous explique Matthieu Hornung, trésorier de la section socialiste française de Bruxelles et lui-même candidat aux élections municipales.

Cap Finistère : Alors que les sections socialistes françaises à l'étranger sont le plus souvent spectatrices des élections, cette fois-ci, vous avez aussi été acteurs ?

Matthieu Hornung : Absolument. Les étrangers peuvent se présenter aux élections municipales en Belgique et j'étais moi-même candidat sur la liste socialiste à Schaerbeek, en 25^e position. Je n'ai pas été élu, mais ce fut une expérience assez unique puisque nous avons fait campagne avec des Italiens, des Allemands ou des Espagnols. À Bruxelles, près d'un tiers de l'électorat est composé d'étrangers qui pourraient voter. Mais seuls 25% d'entre eux se sont inscrits sur les listes électorales. Nous avons mené une campagne d'information qui a permis de faire progresser le taux d'inscription de 20%. Il faut noter que le système électoral belge est assez singulier, puisqu'il permet un vote préférentiel pour des candidats.

Cap Finistère : Qui a gagné les élections communales en Belgique ?

Matthieu Hornung : Il faut toujours faire la distinction entre le nord et le sud du pays, la Flandre d'une part et Bruxelles et la Wallonie d'autre part. Dans la partie flamande, la droite et l'extrême-droite renforcent leurs positions. On voit même des groupes proches des néonazis entrer dans des conseils municipaux. En revanche, dans la partie francophone la gauche résiste bien et l'extrême gauche et les écologistes progressent. Ce qui est sûr, c'est que le parti francophone au pouvoir au niveau fédéral, le MR (Mouvement des Réformateurs) de Charles Michel qui se situe à droite, a clairement été sanctionné par les électeurs.

Cap Finistère : Quel est le positionnement des Verts en Belgique ?

Matthieu Hornung : Ici, les Écolos se rapprochent plus du modèle des Grünen allemands que des Verts français. Le rôle du parti central est plus faible qu'en France. Le parti vert belge tire sa force de militants qui agissent dans des mouvements locaux ou dans des associations. Ici, en Belgique,

ils ne sont pas dans une logique gauche/droite et peuvent passer des accords et participer à des majorités de droite ou de gauche.

Ce sont surtout des urbains diplômés. Ceci dit, sans vouloir minimiser leur progression, il faut tout de même avoir en tête que sur les 19 communes de Bruxelles, les écolos n'en gagnent que deux, passant de une à trois, tandis que le PS reste à sept. En dehors de la capitale, les écolos ne remportent aucune grande ville. Mais il faut aussi reconnaître qu'ils ont réussi à s'ouvrir mieux que d'autres partis à la diversité européenne.

Cap Finistère : À quel courant se réfère le PTB (Parti du Travail de Belgique) ?

Matthieu Hornung : S'il fallait prendre une référence française, je crois qu'on pourrait le comparer à Lutte Ouvrière. Ce parti n'a enclenché son processus d'ouverture qu'il y a à peine dix ans. Les socialistes, bien qu'ils n'y fussent pas mathématiquement, obligés, ont fait des offres de partenariat pour diriger des communes. Pour le PTB, c'est l'heure de vérité : soit il accepte de prendre des responsabilités et participer à la gestion des communes, soit il reste dans sa fonction protestataire.

Cap Finistère : Comme souvent en Europe, la question de l'accueil des réfugiés a-t-elle été au cœur de la campagne électorale ?

Matthieu Hornung : Non, la campagne a porté sur des questions qui concernent les municipalités. Or, les compétences municipales en matière d'accueil des réfugiés sont limitées. Les candidats ont fait campagne sur des sujets qui concernent la vie quotidienne des habitants et en particulier tout ce qui touche aux mobilités ou à la qualité de l'air.

Cap Finistère : Le Parti Socialiste belge résiste solidement, dans les municipalités ?

Matthieu Hornung : Le Parti Socialiste Belge résiste effectivement à Bruxelles et en Wallonie où il conserve la plupart des grandes villes comme Charleroi, Liège ou Mons... Il faut bien se rendre compte que le PS belge dispose d'une forte base militante : il compte plus d'adhérents que le PS français avec seulement 4 millions d'habitants !

Retrouvez l'interview en intégralité sur www.ps29.bzh

